

Quatre intellectuels en colère

Pierre Drouilly
Groupe de recherche sur l'opinion publique (GROP)

Lorsque notre document confidentiel intitulé «Dire aujourd'hui ce que nous sommes pour mieux déterminer ce que nous serons demain» a été coulé dans *Le Soleil* du samedi 29 novembre, le jour même où s'ouvrait le Conseil national du PQ, la levée de boucliers fut immédiate: «étapisme» se sont écriés en chœur les congressistes, en caricaturant un document qu'à ce moment personne n'avait encore lu. Seul Michel David, l'auteur de l'article dans *Le Soleil*, avait eu accès au document, et il écrivait, faisant un compte-rendu fidèle de la lettre et de l'esprit du texte: «J'entends déjà les "purs et durs" du PQ crier à la trahison, au retour à l'étapisme de Claude Morin, voire à l'affirmation nationale de Pierre-Marc Johnson. L'analyse qui sous-tend le document (...) s'inscrit pourtant de façon très claire dans une perspective souverainiste. On n'y trouve aucune velléité de renouvellement du fédéralisme».

La chasse aux intellectuels

Nous avons assisté alors, dans les médias, à un bel exemple d'anti-intellectualisme primaire: sans avoir eu accès à un texte et sans le critiquer pour ce qu'il dit réellement, on le descend en flammes sur la base de ce que l'on veut bien y mettre. Ainsi, par exemple, la plupart des commentateurs ont maintenu la confusion entre un référendum sur l'existence du peuple québécois (ce qui est évidemment académique) et notre propre proposition référendaire, qui se formulait ainsi: «*Les Québécois et les Québécoises forment un peuple qui a seul le droit de décider de son avenir et dont le territoire ne peut être divisé ou modifié sans son consentement*» (dont la portée politique est évidente).

Dès le dimanche 30 novembre, dans le *Journal de Montréal*, Pierre Bourgault, le chef historique du mouvement souverainiste, ouvre le feu et donne le ton. Puis, dans les deux ou trois jours qui suivirent, pas moins d'une dizaine de chroniqueurs, dont la plupart n'avaient pas encore en main notre texte, l'ont tourné en ridicule; et une demi-douzaine d'éditoriaux rejetèrent, unanimement et du revers de la main, notre hypothèse.

«Nouvelle astuce», «grossière manipulation», «tactique cousue de fil blanc», «stratégite aiguë», «potion magique», «projet folichon», «ovni politique», «référendum bidon», «diversion», «perte de temps», «gaspillage d'argent»,

«farce», «idée ridicule et dangereuse», «exercice stupide et destructeur», «idée saugrenue», «référendum académique», «concept farfelu et humiliant», «référendum inutile et ridicule», «question anodine», «référendum Mickey Mouse», voici quelques-unes des épithètes qui furent accolées à notre hypothèse par les divers commentateurs, fédéralistes comme souverainistes.

Retour à l'essentiel

Mais enfin, si notre idée était si stupide, si farfelue, si ridicule, comment expliquer qu'elle ait pu alimenter durant une fin de semaine les débats du Conseil national du parti au pouvoir à Québec? Susciter l'attention des médias écrits et audiovisuels pendant une semaine? Faire l'objet d'une vingtaine de chroniques dans tous les principaux journaux, sans parler des nouvelles de presse, des émissions de radio et de télévision? Être enfin le sujet des éditoriaux de tous les grands journaux du Québec? Toutes ces personnes, éminemment intelligentes, et fort occupées par ailleurs, ont autre chose à faire, nous semble-t-il, que de perdre leur temps à discuter d'hypothèses farfelues émises par des intellectuels «flyés». Une niaiserie, on en dispose en deux minutes et quart: on ne mobilise pas tout le Québec pour débattre d'une stupidité!

Par contre, si en fin de compte la stratégie proposée n'était pas si mauvaise que ça? Si, comme l'écrivait Michel David le 2 décembre, notre analyse n'était «pas bête du tout»? Si notre hypothèse ne mettait pas justement le doigt sur le point le plus sensible de la question du Québec?

Au-delà de ses aspects juridiques, politiques ou stratégiques, le référendum proposé, parce qu'il pose la question de l'existence du peuple québécois, d'où découle son droit à l'autodétermination et l'inviolabilité de son territoire, rappelle la question que les souverainistes se font poser de plus en plus par les plus jeunes et à laquelle ils répondent de moins en moins clairement: pourquoi faire l'indépendance du Québec? Faute de répondre adéquatement à cette question fondamentale, comment amener nos concitoyens et concitoyennes à voter majoritairement OUI dans un prochain référendum sur la souveraineté? Et, comme nous le disait un homme politique souverainiste: «De toute façon, si on ne peut gagner un référendum sur votre question, nous ne gagnerons jamais un référendum sur la souveraineté!»

Curieusement, ce sont les chroniqueurs anglophones, et fédéralistes, qui ont pris le plus au sérieux cette idée, pour la combattre certes, mais en tentant quand même de l'analyser pour ce qu'elle vaut. Ils ne croient d'ailleurs pas qu'elle

soit complètement morte, ce qui révèle l'enjeu que cette hypothèse stratégique soulève. Visiblement cette perspective a de quoi inquiéter les fédéralistes: mais, à notre grande surprise, notre question interpelle, et inquiète, tout autant les souverainistes.

Mais il y a plus. Notre document traitait vraiment d'une «question d'État», dont témoignent l'ampleur des armes utilisées contre nous et l'importance des personnes qui nous ont réfutés (dont messieurs Bouchard et Parizeau). L'aveuglement de leurs passions et une émotivité à fleur de peau, ont brouillé l'esprit de la plupart des commentateurs politiques, et des souverainistes en particulier, et les a empêchés de se poser et de poser les bonnes questions: car si notre idée était si inacceptable, si impraticable, si irréaliste, que n'avait-elle pas été tuée dans l'œuf dès sa présentation confidentielle aux plus hauts dirigeants souverainistes? Comment a-t-elle pu circuler pendant six semaines dans les plus hautes sphères du pouvoir sans être tournée en ridicule, bien au contraire? Parmi toutes les personnes qui ont eu accès à notre document, que n'en s'est-il pas trouvé une seule pour ramener tout le monde sur terre, et nous les premiers? Dès lors donc, qui a tenté d'assassiner cette idée publiquement, comment l'a-t-il fait, et pourquoi? Pour paraphraser une boutade célèbre: «Follow the leak!»

Genèse d'une idée

C'est le résultat, désastreux pour les souverainistes, des élections fédérales du 2 juin, qui a aiguillonné nos réflexions au cours de l'été dernier, et nous a conduit à écrire la série de textes qui est parue dans *La Presse* sous le titre «Entre le lys et l'érable» les 4, 5 et 6 septembre dernier: alors progressivement a pris alors forme l'hypothèse stratégique d'un référendum pour contrecarrer le jugement appréhendé de la Cour suprême et pour barrer la route aux partitionnistes. Nous avons choisi dès ce moment de présenter nos réflexions discrètement et confidentiellement aux instances dirigeantes du Parti québécois. Mais auparavant, nous avons décidé de tester notre hypothèse par un sondage, financé par nos propres moyens et mené durant la première semaine d'octobre.

Nous avons alors sollicité une rencontre avec le Vice-premier ministre: cette rencontre a eu lieu le 17 octobre. Nous lui avons, à cette occasion, remis une première version du texte, et discuté longuement de cette hypothèse. Dans les jours qui suivirent cette rencontre, le chef de cabinet du Premier ministre fut mis au courant du dossier, et eut copie de la première version du document. Dès le 24 octobre, nous avons déposé aux bureaux de Bernard Landry à Montréal une

seconde version, remaniée et améliorée, du texte. Nous avons distribué en tout seulement quatre exemplaires de ce deuxième document, celui qui fut coulé, indiquant chaque fois à la personne qui le recevait quelles personnes l'avaient déjà reçu, et avisant celles-ci de qui le recevait. Une copie du document fut en particulier remise à un conseiller du cabinet de Lucien Bouchard le 21 novembre lors d'une rencontre dans les bureaux du Premier ministre à Montréal.

Une fuite préméditée

La fuite de notre second document fut organisée de manière tout à fait professionnelle: les Conseils nationaux sont des moments forts de la vie interne du PQ, et ils bénéficient d'une couverture médiatique maximale. Le meurtre de notre idée était donc prémédité, puisque le texte circulait déjà dans l'appareil politique depuis quelque temps, et il a été exécuté en public.

La fuite provient-elle des fédéraux? S'ils avaient en main une copie de notre document, ils l'auraient certainement rendue publique pour tuer la stratégie. Mais si tel était le cas, cela indiquerait l'existence d'une «taupe» à l'intérieur même du cerveau du mouvement souverainiste. L'hypothèse n'est pas si invraisemblable que cela pour ceux qui ont un peu de mémoire politique, et elle augure fort mal de la confidentialité et de l'avenir des stratégies souverainistes et gouvernementales.

La fuite provient-elle de souverainistes? Et alors qui et pourquoi? Certains commentateurs y ont vu le résultat de l'influence de Jacques Parizeau sur le gouvernement. D'autres ont évoqué la possibilité que tout cela ait été orchestré pour détourner l'attention du Conseil national des problèmes de gestion gouvernementale et de la grogne qu'ils suscitent au sein du Parti québécois. Si tel était le cas, nous aurions alors servi de simples cartouches dans un combat, dont nous ignorions même l'existence, entre différentes factions au sein du Parti québécois ou au sein du gouvernement du Québec. Dans cette éventualité, on est en droit de se demander si un mouvement politique qui grille ainsi, pour des raisons d'opportunisme politique, des intellectuels engagés pour sa cause, mérite vraiment le soutien et la coopération des intellectuels.

Finalement, quelque en soit la raison, on aura réussi dans l'immédiat à exécuter sommairement une riche idée qui aurait pu s'avérer pleine de potentialités pour les intérêts du Québec, hors du Canada comme au sein du Canada: nous en sommes de plus en plus convaincus au vu des réactions que cette idée suscite parmi les fédéralistes. Les souverainistes orthodoxes, en excluant la possibilité qu'un prochain référendum porte sur autre chose que la

seule souveraineté, condamnent le Québec au *statu quo* si jamais ils n'obtiennent pas l'appui de l'électorat leur permettant d'aller de l'avant avec leur unique question, et se comportent comme les alliés objectifs des fédéralistes orthodoxes. Il n'était donc pas étonnant de voir dénoncer notre hypothèse par ces deux groupes extrêmes. Et concernant le jugement de la Cour suprême, qui était le point de départ de notre réflexion, il est opportun de rappeler aux souverainistes ce vieux proverbe africain: «Il est facile de se moquer du crocodile tant qu'on est loin de la rivière!»

Le coulage de notre document nous aura finalement appris une fois de plus que le combat pour la souveraineté du Québec est une guerre encore plus féroce que nous ne pouvions nous l'imaginer. Que nous ayons été descendus par le feu de l'ennemi, ou par notre propre DCA, le résultat est le même: si notre hypothèse a quelque valeur, c'est le Québec qui aura été atteint, et trahi. Comme l'a déjà dit Yves Michaud: «Quand il n'y a pas d'État, il n'y a pas de secrets d'État». Ni d'hommes d'État, pourrions-nous ajouter: il n'y a que des politiciens provinciaux...

Puissent les militants radicaux qui ont acclamé d'une seule voix leur chef nouveau, au cri de guerre de «On va gagner!», méditer maintenant, à tête reposée, sur le bilan de cette opération, se demander à qui le forfait profite, et en tirer les conséquences qui s'imposent. Pour notre part, nous leur disons, en pensant à leurs prochains combats: «Bonne chance!»